

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 voie Gisèle Halimi
BP 31269
25005 Besançon

Besançon, le 12 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



FRANCE-METAUX SA

ZI Les Forges
14 rue du Four Martin
25400 AUDINCOURT

Références : **UID257090/SPR/MP/CN 2022 – 0712A**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2022 dans l'établissement FRANCE-METAUX SA implanté ZI Les Forges 14 rue du Four Martin 25400 AUDINCOURT. L'inspection a été annoncée le 13/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE-METAUX SA
- ZI Les Forges 14 rue du Four Martin 25400 AUDINCOURT
- Code AIOT dans GUN : 0012800138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise exploite une installation de tri et préparation (découpe) de déchets, principalement des métaux récupérés aussi bien auprès de particuliers que des professionnels, avant envoi en valorisation. S'ajoute une activité de regroupement avant envoi en traitement de batteries de véhicules.

L'entreprise fonctionne au bénéfice des droits acquis (activité autorisée depuis 1970). Des travaux de modernisation sont programmés sur le site en lien avec une évolution du périmètre géographique. Un dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative ;
- conformité à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, notamment concernant le suivi des déchets, les rejets et la gestion du risque accidentel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1 > I. & 3 > I.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription
Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription
VLE pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 & 20	/	Mise en demeure, respect de prescription
Réduction du risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
Déchets dangereux ou radioactifs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	/	1 observation
Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	/	Sans objet
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. & V.	/	Sans objet
BSDD	Arrêté Ministériel du 29/07/2005, article 1 & 4	/	Sans objet
Déclaration GEREP déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier Installation classée	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	/	Sans objet
Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.	/	Sans objet
Risques d'envols et poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	/	1 observation
Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/	Sans objet
Registre déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Traçabilité TTR	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10	/	Sans objet
Conservation registres	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé plusieurs non conformités dont certaines justifient la proposition au préfet d'un arrêté de mise en demeure. Il s'agit en particulier de l'absence de garanties financières, du retard et du caractère incomplet des contrôles périodiques des installations électriques, de la gestion des effluents aqueux (nettoyage du séparateur et analyses des rejets) et de l'organisation de l'espace de travail (présence d'un stockage d'oxygène à proximité de la zone d'oxycoupage).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1 > I. & 3 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution des GF
Prescription contrôlée : 1.I Le montant des garanties financières prévues au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement permet d'exécuter la mise en sécurité conformément à l'article R. 512-39-1 du même code et, le cas échéant, les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines conformément à l'article R. 516-5-1 du même code. 3.I En vue de l'établissement du montant de référence des garanties financières prévues au 5° du IV de l'article R. 516-2, l'exploitant transmet au préfet une proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et justifications techniques ...
Constats : L'exploitant n'a pas constitué de garanties financières, il affirme à l'inspection qu'il pensait ne pas y être soumis. L'inspection confirme à l'exploitant que le classement à enregistrement sous les rubriques 2713 et 2718 lui impose bien de constituer des garanties financières. En effet, l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement prévoit bien que ces garanties soient constituées y compris pour les installations existantes en date du 1er juillet 2012. En revanche, le 5 de l'article R516-1 du code de l'environnement précise que « l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €. » Aussi, l'exploitant doit calculer le montant des garanties financières en se basant sur l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en oeuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines. En fonction du montant calculé, il devra constituer de telles garanties ou justifier auprès de l'inspection que l'obligation ne s'applique pas à son installation. L'exploitant n'a pas transmis au préfet une proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et justifications techniques, ceci constitue une non conformité vis-à-vis du I de l'article 3 de l'arrêté du 31 mai 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Dossier Installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;- le plan des bâtiments (cf. article 9) ;- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10) ;- les consignes d'exploitation (cf. article 12) ;- les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation (cf. article 13) ;- le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13) ;- le registre des déchets (cf. article 13) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ;- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16) ;- les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20).Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats : L'exploitant n'a pas constitué de dossier regroupant l'ensemble des pièces. Cependant, il a pu fournir à l'inspection les pièces constitutives demandées à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none">- des résultats des mesures (pas de mesures effectuées, cf. fiche dédiée) ;- des informations préalables des déchets réceptionnés (pas d'informations préalables, cf. fiche dédiée) ;- d'un plan des réseaux de collecte des effluents (il n'en dispose pas, mais l'article 14 de l'arrêté ministériel ne s'applique pas à l'installation qui fonctionne au bénéfice des droits acquis) ;- des résultats de l'autosurveillance eau (pas d'autosurveillance effectuée, cf. fiche dédiée).
<p>L'exploitant a donc été en mesure de fournir les documents demandés quand il les détenait, dans le cas contraire, des non conformités sont traitées dans les fiches d'inspection dédiées.</p> <p>A noter, l'inspection n'a pas interrogé l'exploitant sur le thème des transferts transfrontaliers de déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie et contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection 2 plans :</p> <ul style="list-style-type: none">- un plan général des installations, précisant les situations existante et future souhaitée ;- un plan d'implantation des extincteurs intégré aux règles de sécurité et figurant notamment les emplacements des extincteurs et de la cuve à fioul. <p>L'inspection demande à l'exploitant d'enrichir ces plans en localisant notamment les points d'eau incendie (publics) présents à proximité du site et les emplacements des batteries, des bouteilles de gaz et d'oxygène et des zones de travail par points chauds.</p> <p>De plus, des exemplaires de ces plans doivent être conservés à un endroit permettant de garantir leur fourniture aux services d'incendie et de secours en cas d'intervention.</p> <p>Dans l'attente, l'installation n'est pas conforme à l'article 9 de l'arrêté du 06/06/2018.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le « registre des contrôles techniques de sécurité ». Il y est bien précisé que l'entreprise KIS est intervenue le 14/01/2022 pour la vérification annuelle de 59 extincteurs. Le document Q4 daté du 17/01/2022 a également été fourni.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant a présenté le registre de sécurité des contrôles techniques. La dernière vérification périodique des équipements électriques date du 11/05/2021. Le « rapport de vérification électricité visite périodique » établi par Bureau Veritas suite à l'intervention du 11/05/2021 fait état de plusieurs observations récurrentes (certaines remontant à 2011). De plus, l'inspection remarque que les observations ne sont pas hiérarchisées. L'exploitant considère qu'au moins certaines de ces récurrences sont dues à des « copier-coller » de l'organisme d'une année sur l'autre. Il cite en exemple des disjoncteurs qui auraient été remplacés. Il ajoute que c'est en général l'organisme qui le contacte pour venir effectuer le contrôle (pas toujours aux dates anniversaires) et non le contraire. Le document Q18 daté du 11/05/2021 est également fourni. Il indique une « vérification partielle des installations électriques » et que la coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant. Il conclut malgré cela que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant précise qu'il demande à l'organisme de venir le midi pour que toutes les alimentations puissent être coupées mais que l'organisme ne tient pas compte de cette demande. L'inspection demande à l'exploitant de programmer le contrôle 2022. Il rappelle à l'exploitant que ce dernier peut changer d'organisme accrédité s'il n'est pas satisfait des interventions de l'actuel. L'absence de contrôle périodique effectué en 2022 et le caractère partiel des contrôles effectués les années précédentes constituent une non conformité vis-à-vis de l'article 10 de l'arrêté du 06/06/2018. L'exploitant a également présenté un rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge et le Q19 associé suite à un contrôle le 16/07/2021. Ce document n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection si ce n'est qu'il est précisé sur le Q19 que la liste des matériels et/ou ensembles d'appareillages déclarés ne correspond pas à l'intégralité des entités et/ou ensembles d'installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : L'exploitant affirme ne pas avoir rédigé de consignes. Le seul document s'y apparentant est constitué par les « Règles de sécurité chalumeau soudage-coupage ». L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité d'identifier les « opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution » et de rédiger les consignes associées. La réception, l'entreposage et l'expédition des batteries notamment nécessitent la rédaction d'une consigne. L'exploitant n'est donc pas conforme à l'article 12 de l'arrêté du 06/06/2018.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets dangereux ou radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité des déchets
Prescription contrôlée : Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : L'exploitant est autorisé sous la rubrique n° 2718 pour le transit et regroupement de déchets dangereux, constitués principalement de batteries de voitures. Il exerce également une activité de tri, transit et regroupement de déchets industriels banaux, bois et cartons. Un dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction incluant un projet d'activité de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le site est équipé d'un portique de contrôle radiologique. L'exploitant affirme que le portique n'a jamais déclenché lors du passage de métaux, uniquement sur des tuiles. Demande de compléments : L'exploitant doit tracer les déclenchements du portique de contrôle et les actions qui ont été les siennes dans chaque cas.
Observations : Il convient que l'exploitant fasse procéder annuellement au contrôle technique de son portique de détection de rayonnement ionisant conformément à l'article 17 de l'arrêté du 23 octobre 2020 relatif aux mesurages réalisés dans le cadre de l'évaluation des risques et aux vérifications de l'efficacité des moyens de prévention mis en place dans le cadre de la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) – source (producteur) et origine géographique du déchet ;</p> <ul style="list-style-type: none">- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>d) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.</p> <p>Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne demande pas d'information préalable aux producteurs avant livraison sur site.</p> <p>Il précise que la majorité des producteurs sont des particuliers venant déposer leurs déchets au sein de l'installation.</p> <p>Aussi, il convient que l'exploitant se positionne quant à son éventuel classement sous les rubriques 2710-1 et 2710-2 de la nomenclature des installations classées et, le cas échéant, régularise sa situation vis-à-vis de ces rubriques. Ce positionnement pourra être porté par un dossier de porter à connaissance. À noter que la « note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets » précise, concernant la rubrique 2713, que « Les points d'apport volontaire de déchets de métaux triés non dangereux, que ces derniers soient déposés par les ménages ou par les artisans, commerçants, ..., ne relèvent pas de la rubrique 2713, mais de la rubrique 2710, sous réserve de l'atteinte du seuil de classement. » Il en est de même concernant l'articulation entre la rubrique 2710 et les rubriques 2711 et 2718.</p> <p>Par ailleurs, concernant les déchets en provenance des professionnels, l'absence d'information préalable constitue une non conformité vis-à-vis du II de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>Constats : A leur arrivée sur site, les déchets font l'objet d'un contrôle visuel sur la zone de réception et passent par le portique de contrôle radiologique. L'accusé de réception est constitué par l'appel de facture émis mensuellement auprès des professionnels ou par la facture d'achat remise aux particuliers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV. & V.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchets
Prescription contrôlée : IV Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. V Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).
Constats : D'après l'exploitant, à leur arrivée sur le site, les déchets font l'objet d'un contrôle visuel et sont déchargés sur la zone prévue à cet effet. Les objets interdits (extincteurs par exemple) sont rendus au producteur. Puis les éléments sont triés, cisailés le cas échéant, avant d'être réexpédiés vers les installations autorisées à les recevoir. L'exploitant précise que son principal exutoire se trouve au Luxembourg. Pour autant, la gestion du transfert transfrontalier des déchets n'a pas été traitée au cours de l'inspection. Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none">- plusieurs tas de déchets dépassent la hauteur de stockage de 3 m, voire celle de 6 m, sachant que des habitations se situent à moins de 100 m ;- certains tas de déchets ne sont pas distinctement séparés et repérés ;- si les batteries sont stockées dans des bacs étanches dans la partie couverte de l'installation, un moteur et 2 batteries sont posés sur le sol (non étanche), le moteur dans une partie non couverte ;- de même, un grand récipient vrac contenant du carburant n'est pas stocké sur une rétention de dimension suffisante ;- sur la partie extérieure bitumée, des irisations sont visibles sur des « flaques » de liquides ;- l'exploitant ne dispose pas de moyens d'évaluer le volume de tous ses stocks (bornes, piges) mais affirme pouvoir évaluer son stock à partir de son logiciel de suivi (tout camion entrant ou sortant du site fait l'objet d'une pesée). Ces faits constituent des non conformités vis-à-vis du IV de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. De plus, considérant les dimensions du tas de déchets industriels banaux présents au sein de l'installation, il convient que l'exploitant précise le volume de déchets concernés et se positionne quant à son éventuel classement sous la rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées et, le cas échéant, régularise sa situation vis-à-vis de cette rubrique. Ce positionnement pourra être porté par un dossier de porter à connaissance à déposer auprès du préfet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant affirme disposer d'un débourbeur déshuileur, mais celui-ci ne couvre que la partie est de l'installation. Le projet de rénovation du site prévoit l'étanchéification et le déplacement (ou remplacement si nécessaire) du débourbeur déshuileur. Une cuve de récupération des huiles est également prévue.
En revanche, l'exploitant affirme ne pas avoir fait nettoyer l'équipement depuis longtemps. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : VLE pour rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 & 20
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : 17 Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. 1 -MEST : 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 35 mg/l si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j DCO (sur effluent non décanté):300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j, 125 mg/l si flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j 2 - Substances spécifiques du secteur d'activité(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence):recherche de métaux / HC ... ? 20 Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : Le rejet se fait dans le réseau municipal. En revanche, l'exploitant affirme ne pas avoir effectué de contrôle de ces rejets depuis plusieurs années. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Risques d'envols et poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ;- toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : L'inspection n'a pas constaté d'envols de poussières. L'exploitant précise avoir eu des échanges avec la mairie sur le sujet. Des envols auraient été constatés lors de l'exploitation de la partie est non couverte que l'exploitant est en train de vider dans le cadre de la cession du terrain à la mairie.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que la cession du terrain à la mairie nécessitera une cessation partielle d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : [...] L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
Constats : Comme pour les poussières, des voisins ont déjà appelé la mairie en raison du bruit lié à l'exploitation de la partie est non couverte (fin d'exploitation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none">- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Pour garantir la traçabilité des déchets reçus et expédiés, l'exploitant utilise le logiciel « NESSY ». Ce logiciel permet de renseigner en temps réel tous les champs nécessaires aussi bien pour le registre des déchets entrants que pour celui des déchets sortants.</p> <p>Concernant les déchets apportés par les particuliers, l'exploitant émet une facture qui est signée par le producteur. L'inspection a consulté, par sondage, la facture d'achat n° 53373 du 25/05/2022. Celle-ci reprend bien la date, le nom du producteur, l'immatriculation du véhicule utilisé, la désignation des déchets déposés ainsi que leur poids et le prix d'achat total.</p> <p>Concernant les professionnels, l'exploitant émet mensuellement un appel de facture à la société concernée, cet appel reprend les dates, désignations et masses de déchets récupérés. L'inspection a consulté, par sondage, l'appel de facture du 31/03/2022 à destination de la société SETAL, cet appel reprend les dates, désignations et masses de déchets récupérés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : Le registre des déchets sortants est également constitué par le logiciel NESSY (cf. fiche précédente).

Par sondage, l'inspection a consulté la ligne « Lot ferraille E8 » (191202) enlevé le 24/05/2022, n° de pesée, code R4, destinataire Arcelor Luxembourg, transporteur STL, immatriculation véhicule.

Concernant les déchets dangereux (batteries), le logiciel NESSY permet de retrouver les BSD associés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : BSDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2005, article 1 & 4
Thème(s) : Risques chroniques, BSDD
Prescription contrôlée : Toute personne tenue d'émettre un bordereau de suivi des déchets dangereux en application de l'article R. 541-45 du code de l'environnement utilise le formulaire CERFA n° 12571 (1), sauf, d'une part, pour les déchets dangereux contenant de l'amiante pour lesquels le formulaire CERFA n° 11861 (1) est utilisé et, d'autre part, pour les déchets de fluides frigorigènes pour lesquels le formulaire CERFA n° 15497 (2) est utilisé. Lors de l'élaboration d'un nouveau bordereau suite à regroupement de déchets de fluides frigorigènes, le formulaire CERFA n° 12571 (1) est toutefois utilisé. Les personnes transportant, entreposant, reconditionnant, transformant ou traitant des déchets dangereux ainsi que les négociants de ces mêmes déchets remplissent le bordereau aux endroits les concernant.
Constats : L'inspection a consulté, par sondage, un BSD associé à une expédition de batteries, il s'agit du BSD n° S01-20220537 établi par France Métaux pour l'expédition de 28,4 tonnes de batteries vers l'installation Ecobat située à Bazoches Les Gallerandes (45), l'opération de recyclage R4 est bien renseignée avec la date du 19/05/2022. Le BSD est correctement renseigné. L'inspection a également consulté le BSD n° 20220548, émis par la société MN Recup à destination de France Métaux (l'exploitant précise que c'est lui qui a rédigé le BSD pour le compte de MN Recup quand cette dernière entreprise lui a déposé un lot de batteries). L'inspection remarque que l'onglet 12 « Installation de destination ultérieure » n'a pas été complété alors que France Métaux n'effectue qu'une activité de regroupement avant envoi vers le traitement. De plus, le bordereau d'expédition associé émis par Feance Métaux aurait du être annexé. En effet, en l'état la société MN Recup n'a pas été informée du traitement des batteries qu'elle a apportées à France Métaux. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/07/2015. L'exploitant précise qu'à l'exception de cette entreprise, la très grande majorité des batteries sont apportées par des particuliers. L'inspection rappelle la nécessité d'un positionnement par rapport à la rubrique 2710-1 (cf. Fiche ci-avant concernant l'article 13.II de l'arrêté ministériel du 06/06/2018). L'exploitant précise à l'inspection qu'il est inscrit sur Trackdéchets et l'utilise au maximum, mais que l'absence d'inscriptions de nombreux acteurs (transporteurs notamment) ne permet pas d'utiliser correctement cet outil, il s'avère donc toujours nécessaire d'émettre des BSD en format papier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité TTR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants. Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit. Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 5 du présent arrêté, tenus par les personnes qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, y compris pour les terres excavées et sédiments ayant le statut de déchets, permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.
Constats : Le logiciel NESSY permet de faire le lien entre les 2 registres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conservation registres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.
Constats : Les registres sont bien conservés plus de 3 ans au sein de l'outil NESSY.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, GEREPE
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.
Constats : Par sondage, l'inspection a consulté le BSD n° 20220537 concernant l'expédition de plus de 28 t de batteries (déchets dangereux), il apparaît que l'exploitant doit déclarer sur GEREPE les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés. L'exploitant n'a jusqu'ici jamais effectué cette déclaration. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008.
L'exploitant se conformera à la réglementation en déclarant sur GEREPE, avant le 31 mars 2023, les déchets dangereux expédiés pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réduction du risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Principes généraux
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté la présence de 3 racks de bouteilles d'oxygène, positionnés sur un plancher en bois, à proximité du stockage de batteries et d'un post d'oxycoupage. Une bouteille de propane était suspendue, par son raccord, à l'armature d'un des racks. L'importance du stock d'oxygène disposé à proximité de la zone d'oxycoupage serait de nature à augmenter notablement les conséquences associées à un incident / accident sur la zone. Ceci constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Il convient que l'exploitant prenne des dispositions pour limiter les risques d'accident, mais également les conséquences associées à ce dernier. Il pourra pour cela repenser l'organisation de ses zones de travail et de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription